



Prix International des droits de l'homme Ludovic-Trarieux 2023

Depuis/ 1984

"L'hommage des avocats à un avocat "



Yuliya YURHILEVICH **BIÉLORUSSIE**

Le 22 septembre 2023, au palais de justice de Rome, les 26 avocats Européens membres du Jury du prix international des droits de l'homme Ludovic Trarieux ont décerné troisième tour de scrutin à la majorité absolue de 14 voix

à

Yuliya YURHILEVICH **BELARUS**

condamnée à 6 ans de prison pour avoir défendu des prisonniers politiques emprisonnés par le régime biélorusse

Yuliya Yurhilevich, 43 ans, qui a exercé la profession d'avocat pendant 18 ans et a défendu des militants des droits de l'homme et des opposants au régime, a été radiée du barreau. Cette décision était prise sur la demande du procureur adjoint de Grodno, qui a contesté les compétences professionnelles de Yulia Yurgilevich. Le 23 février 2022, le Conseil du barreau régional de Grodno l'a radiée pour "violations systématiques de la loi". Au cours de sa carrière depuis 2004, il n'y a eu aucune plainte concernant son travail d'avocate. Elle a défendu des prisonniers politiques comme Ales Pushkin, Artem Boyarsky, Igor Bantser, Andrei Osievich et Andrei Sokolovsky.

En février 2022 elle avait quitté la Biélorussie pour se réfugier en Pologne mais elle est retournée dans son pays et a été arrêtée le 30 août 2022, pour avoir donné au journaliste Pavel Mazheika, une figure bien connue en Biélorussie en tant que directeur exécutif de Belsat TV, que les autorités biélorusses ont qualifié d' "extrémiste", des informations (en réalité déjà accessibles au public) sur les prisonniers politiques biélorusses, notamment sur l'artiste dissident Ales Pushkin. Après 11 mois de détention, le 10 juillet 2023, Yulia Yurgilevich a comparu devant le tribunal de Grodno aux côtés de Pavel Mazheika, qui a déjà été condamné, en 2002, à deux ans de prison pour « diffamation du président », avant de devenir attaché de presse du candidat à la présidentielle Alexandre Milinkévitch, en 2006. Les autorités biélorusses sont qualifiées la chaîne Belsat TV d' "extrémiste". Au cours de la nuit qui a suivi, Ales Pushkin est décédé dans sa prison à l'âge de 57 ans.

Le tribunal de Grodno a rendu son verdict le 26 juillet 2023 et a condamné Yulia Yurgilevich à six ans d'emprisonnement dans une colonie pénitentiaire pour "complicité d'activités extrémistes", en vertu de l'article 361-4 du code pénal de Biélorussie. Le journaliste a été condamné à la même peine. La justice biélorusse a considéré qu'en partageant ces informations -accessibles au public- Mazheika et Yurhilevich ont collaboré à des « activités extrémistes » et « ont invalidé les valeurs et les objectifs de la société [biélorusse] et de l'État » en « diffusant sciemment de fausses informations ». La cheffe de l'opposition biélorusse, Sviatlana Tsikhanouskaya, a condamné la décision :

« Aujourd'hui, le courageux journaliste Pavel Mazheika et l'avocate Yulia Yurhilevich ont été condamnés à six ans de prison pour une autre parodie de justice en Biélorussie. C'est une attaque flagrante contre ceux qui osent dire la vérité. Les journalistes et les avocats sont persécutés pour l'exercice de leur profession ». Selon l'Association biélorusse des avocats des droits de l'homme, l'affaire contre Yurhilevich et Mazheika a été orchestrée "exclusivement pour intimider les avocats et les empêcher de toute publicité dans leurs activités professionnelles". Depuis la réélection contestée du président Lukashenko, au moins 120 avocats ont perdu leur licence pour des motifs politiques.

MENTION SPECIALE DU JURY BARREAU DE L'ANNEE 2023



La Mention Spéciale du Jury : "BARREAU DE L'ANNÉE 2023", décernée chaque année à un barreau qui s'est signalé pour son engagement au service de l'indépendance des avocats, sa lutte exemplaire pour l'État de droit et pour les souffrances endurées au service des droits de l'Homme, est attribuée au

Barreau de Tunis

(partie intégrante de l'Ordre national des avocats de Tunisie).

La Mention Spéciale du Jury est

Le vote a été acquis à la majorité absolue de 24 voix et deux abstentions.

Le Jury a constaté qu'au cours des années 2022–2023, le barreau de Tunis s'est mobilisé pour protester contre les atteintes à l'État de droit et à l'indépendance des avocats et les poursuites intentées à l'encontre des avocats du barreau de Tunisie, notamment par des mesures privatives de liberté arbitraire ordonnées par certains juges.

C'est ainsi que notamment, le barreau de Tunis a condamné fermement en octobre 2022 les poursuites judiciaires engagées contre une avocate et un avocat, poursuivis par un juge du district de Carthage pour avoir présenté au juge une demande de dessaisissement au profit d'un autre tribunal en raison d'un manque d'impartialité, de violations procédurales et de violations des droits fondamentaux de leurs clients. À la suite de cette mobilisation, 250 avocats se sont présentés à l'audience aux côtés de leurs confrères pour les défendre, le 12 octobre 2022.

Le barreau de Tunis s'est mobilisé lors des poursuites ouvertes en janvier 2023 contre un éminent avocat, ancien ministre des Droits de l'homme, poursuivi par la ministre de la Justice "diffusion de fausses rumeurs dans le but de porter atteinte aux droits d'autrui et à la sûreté publique" et pour "diffusion de données infondées visant à diffamer autrui", pour de prétendues propos critiques à l'égard de la justice. Plus de 140 avocats du barreau de Tunis se sont présentés pour défendre leur confrère. Etc.

Ludovic-Trarieux International Human Rights Prize

Since 1984

"The award given by lawyers to a lawyer"



Yuliya YURHILEVICH
BELARUS

On September 22, 2023, at the Rome courthouse, the 26 European lawyers members of the Jury of the Ludovic Trarieux International Human Rights Prize awarded the third round of voting with an absolute majority of 14 votes to

Yuliya YURHILEVICH
BELARUS

a defense attorney of the Bar of Grodno. sentenced to six years of imprisonment in a general-security penal colony. for representing many “political” cases brought after the 2020 elections Yuliya Yurhilevich, 43, is a lawyer with 18 years of experience at the Kastychnytsky district legal consultancy firm of Grodno. She was a defense attorney in many “political” cases brought after the 2020 elections. She is well-known for representing political prisoners such as the artist Alies Pushkin (who died in prison on July 11th, 2023), the rock musician Igar Bantsar, the blogger Vadimati and other detainees in political cases such as Artem Boyarsky and Andrei Sokolovsky. She defended in court Olga Verameenka from the store "Ametnasts", who was forcibly detained on June 3, 2021 after a search of the police in the store "Admetnasts" in Grodno, or Andrei Sokolovskyi in the same case.

On 23 February 2022, the regional bar association of Grodno disbarred Yuliya Yurhilevich for “systematic violation of the law.” According to defenders.by, the disbarment was triggered by a complaint from the Grodno region deputy prosecutor questioning her “professionalism.”

Subsequently, she was accused of publicizing her disbarment and providing Pavel Mazheika, an independent journalist and leader of a local independent group “City life center ” with information on political prisoners in Belarus, notably on dissident artist Ales Pushkin, who was recognized as a political prisoner by a number of leading human rights groups, and who died in a Belarusian prison of an unknown cause in July 2023. (Notification about Yuliya Yurhilevich’s disbarment and license termination is currently available on the website of Justice Ministry. The details of Ales Pushkin’s politically motivated trial and sentencing can also be easily found on the state media website.)

After her license was revoked, she left Belarus in February for a stay in Poland. She left Belarus for Poland but upon her return to Belarus she was arrested on 30th August 2022. Authorities raided her apartment. On the same day they detained also Pavel Mazheika, for transmitting information in February-March 2022, to the Belsat TV channel a Belarusian news outlet based in Poland which was declared to be an “extremist organisation” on 3 November 2021). Authorities claim that “by prior conspiracy” sharing this publicly available information, Mazheika and Yurhilevich collaborated in “*extremist activity*” and “*invalidated the values and goals of [Belarusian] society and the state*” by “*knowingly spreading false information.*”

On July 10, 2023, the Grodno Regional Court started the trial of Yuliya Yurhilevich and Pavel Mazheika. They were accused under Part 2 of Article 361-4 of the Criminal Code ('Other facilitation of extremist activities, committed repeatedly by a group of persons based on a previous conspiracy'). Both the political prisoners pleaded not guilty. Yuliya Yurhilevich claimed that she was kept in inhuman conditions and was not allowed to read her case file.

During the first court hearing, both Yurhilevich and Mazheika (previously sentenced, in 2002, to two years in prison for "defamation of the president », before becoming press secretary for presidential candidate Alexandre Milinkévitch, in 2006) turned their backs to the courtroom in protest against this mockery of justice. Yuliya Yurhilevich was wearing her prison robe with a label "punishment cell N2" on the back, indicating she was being isolated during her pre-trial detention. During the following night, Ales Pushkin died in his prison at the age of 57.

Yurgilevich's trial was marked by numerous irregularities. She was not allowed to prepare her own defence against the charges she was facing before the trial, in violation of her right to a fair trial under international human rights law, including Article 14 of the the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR) by which Belarus is bound as a State party.

On July 26, 2023, Yuliya Yurhilevich was sentenced to six years of imprisonment in a general-security penal colony. Pavel Mazheika to six years in a medium-security penal colony.

According to Belarusian Association of Human Rights Lawyers, the case against Yurhilevich and Mazheika was orchestrated "exclusively to intimidate lawyers and prevent them from any publicity in their professional activities."

**SPECIAL MENTION OF THE JURY
"BAR OF THE YEAR 2023"**



*The Special Mention of the Jury
"BAR OF THE YEAR 2023"*

is awarded

at the Tunis Bar

(confused with the National Order of Lawyers of Tunisia).

The Special Jury Mention is awarded each year to a bar which has distinguished itself for its commitment to the service of the independence of lawyers, its exemplary fight for the rule of law and for the suffering endured in the service of human rights.

The vote was carried by an absolute majority of 24 votes and two abstentions.

The Jury found that during the years 2022–2023, the Tunis Bar mobilized to protest against attacks on the rule of law and the independence of lawyers and the prosecutions brought against lawyers of the Tunisian Bar, in particular by arbitrary deprivation of liberty measures ordered by certain judges.

This is how in particular, the Tunis bar strongly condemned in October 2022 the legal proceedings initiated against two lawyers prosecuted by a judge of the district of Carthage for having presented to the judge a request for relinquishment in favor of another court due to a lack of impartiality, procedural violations and violations of the fundamental rights of their clients. Following this mobilization, 250 lawyers appeared at the hearing alongside their colleagues to defend them, on October 12, 2022.

The Tunis Bar mobilized during the proceedings opened in January 2023 against a prominent lawyer, former Minister of Human Rights, prosecuted by the Minister of Justice for "spreading false rumors with the aim of violating others' rights and public safety" and for "attribution of unfounded data aimed at defaming others", for alleged criticism of justice. More than 140 lawyers from the Tunis bar showed up to defend their colleague. Etc.

Créé en 1984, le « Prix International des Droits de l'Homme – Ludovic-Trarieux » est décerné à « un avocat sans distinction de nationalité ou de barreau, qui aura illustré par son œuvre, son activité ou ses souffrances, la défense du respect des droits de l'Homme, des droits de la défense, la suprématie du droit, la lutte contre les racismes et l'intolérance sous toutes leurs formes ». Il est la plus ancienne et la plus prestigieuse des récompenses réservées à un avocat puisque son origine remonte au message de Ludovic Trarieux, fondateur, en 1898, au moment de l'Affaire Dreyfus, de la « Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen » : « Ce n'était pas seulement d'ailleurs la cause isolée d'un homme qui était à défendre, c'était, derrière cette cause, le droit, la justice, l'humanité ».

Un an après sa création, le Premier Prix a été attribué le 27 mars 1985 à Nelson Mandela alors emprisonné depuis 23 ans en Afrique du Sud. Il a été remis officiellement à sa fille, le 27 avril 1985. C'était alors le premier prix qui lui était décerné en France et le premier dans le monde par des confrères avocats. Le 11 février 1990, Nelson Mandela était libéré. A partir de cette date, le prix a été de nouveau attribué.

Depuis 2003, le prix est devenu l'Hommage désormais annuel des avocats à un avocat du monde. Il est décerné conjointement par les Instituts des Droits de l'Homme des Barreaux de Bordeaux, de Bruxelles et de Paris, l'Unione forense per la tutela dei diritti dell'uomo (Rome) la Rechtsanwaltskammer de Berlin, les barreaux d'Amsterdam et de Luxembourg, l'Ordre des Avocats de Genève, ainsi que l'Union Internationale des Avocats (UIA), la Fédération des Barreaux d'Europe (FBE), et l'Institut des Droits de l'Homme des Avocats Européens (IDHAE).

Created in 1984, the "International Human Rights Prize Ludovic -Trarieux" is awarded to " a lawyer, regardless of nationality or Bar, who throughout his career has illustrated, by his activity or his suffering, the defence of human rights, the promotion of defence rights, the supremacy of law, and the struggle against racism and intolerance in any form ".

It is the oldest and most prestigious award given to a lawyer in the world, commemorating the memory of the French lawyer, Ludovic Trarieux (1840-1904), who in the midst of the Dreyfus Affair, in France, in 1898, founded the " League for the Defence of Human Rights and the Citizen ", because, he said: " It was not only the single cause of a man which was to be defended, but behind this cause, law, justice, humanity ".

The first Prize was awarded on March 29th, 1985 to Nelson Mandela then in jail. It was officially presented to his daughter, Zenani Mandela Dlamini, on April 27th 1985, in front of forty presidents of Bars and Law Societies from Europe and Africa. It was the first award given to Mandela in France and the first around the world given by lawyers. On February 11th 1990, Nelson Mandela was released. Since then, it was decided that the Prize would be awarded again.

Since 2003, the Prize is awarded every year in partnership by the Human Rights Institute of The Bar of Bordeaux, the Human Rights Institute of the Bar of Paris, the Human Rights Institute of The Bar of Brussels, l'Unione forense per la tutela dei diritti dell'uomo (Roma), Rechtsanwaltskammer Berlin, the Bar of Luxemburg, the Bar of Geneva, the Bar of Amsterdam as well as the International Union of Lawyers (UIA), the European Bars Federation (FBE) and the Institute of Human Rights of European Lawyers (IDHAE).

PRIZEWINNERS SINCE 1984

- 1985 Nelson MANDELA (South Africa)
- 1992 Augusto ZÚÑIGA PAZ (Peru) †
- 1994 Jadranka CIGELJ (Bosnia-Herzegovina)
- 1996 Nejib HOSNI (Tunisia) and Dalila MEZIANE (Algeria).
- 1998 ZHOU Guoqiang (China) 2000
- Esber YAGMURDERELI (Turkey)
- 2002 Mehrangiz KAR (Iran)
- 2003 Digna OCHOA and Bárbara ZAMORA (Mexico) 2004
- Akhtam NAISSE (Syria)
- 2005 Henri BURIN DES ROZIERES (Brazil)
- 2006 Parvez IMROZ (India)
- 2007 René GÓMEZ MANZANO (Cuba)
- 2008 U AYE MYINT (Burma)
- 2009 Beatrice MTETWA (Zimbabwe)
- 2010 Karinna MOSKALENKO (Russia)
- 2011 Fethi TERBIL (Libya)
- 2012 Muharrem ERBEY (Turkey)
- 2013 Vadim KURAMSHIN
(Kazakhstan)
- 2014 Mahienour el-MASSRY (Egypt)
- 2015 Waleed Abu al-KHAIR (Saudi Arabia)
- 2016 WANG Yu (China)
- 2017 Mohamed al-ROKEN (United Arab Emirates)
- 2018 Nasrin SOTOUDEH (Iran)
- 2019 Rommel DURAN CASTELLANOS (Colombia)
- 2020 Ebru et Barkin TIMTIK (Turkey)
- 2021 Freshta KARIMI (Afghanistan)
- 2022 Arminsalar DAVOUDI (Iran)